Bujumbura accuse le journaliste Esdras Ndikumana de "penchant"

Voice of America, 31 mai 2016 Le ministre burundais de la sÃ©curitÃ© publique, Alain Guillaume Bunyoni, a accusÃ© de "penchant" le correspondant de RFI et de lâ€™AFP au Burundi mais en exile Ã Nairobi. Câ€™est dans un communiquÃ© qui v nommÃ©ment le journaliste Esdras Ndikumana (photo). Le ministre Alain Guillaume Bunyoni sâ€™en prend Ã des personnes anonymes qui selon lui, devancent Â« sciellementles enquÃªtes judiciaires Â» pour dÃ©signer les coupables. Mr. Bunyoni a particuliÃ¨rement indexÃ© le journaliste Esdras Ndikumana lâ€™accusant Â« de servir ses intÃ©rÃªts politiques Â». Le mÃªme communiquÃ© dont VOA Afrique a reÃ§u la copie traite le correspondant de RFI et de lâ€™AFP de Â« penchant Â mais aussi de Â« diviser les Burundais et promouvoir le crime et la violence Â». Selon lâ€™AFP, deux figures de la sociÃ©tÃ© civile soutenant le gouvernement burundais ont profÃ©rÃ© mardi sur twitter de graves menaces Ã l'encontre de M. Ndikumana. "L'AFP juge inacceptables ces attaques nominales contre son correspondant Esdras Ndikumana, qui ciblent et mettent un danger un journaliste assurant une couverture irrÃ©prochable de l'actualitÃ© au Burundi dans des conditions trÃ¨s difficiles ", a rÃ©agi la directrice de l'Information de l'AFP, MichÃ¨le LÃ©ridon. Esdras Ndikumana vit en exile Ã Nairobi avec sa famille oÃ¹ il continue de couvrir lâ€™actualitÃ© au Burundi. En aoÃ»t 2015, il a Ã©tÃ© torturÃ© dans l bureaux des services secrets burundais aprÃ¨s son arrestation pendant quâ€™il prenait les photos sur le lieu du meurtre du General Adolphe Nshimirimana, abattu au nord de la capitale Bujumbura. Esdras Ndikumana a Ã©tÃ© rÃ©compense pour sa couverture de la crise au Burundi en recevant Ã Paris le prix 2015 de la presse diplomatique franÃ§aise. Depuis fin avril 2015, le Burundi connaÃ®t une crise politique et sÃ©curitaire grave Ã la suite du troisiÃ¨me mandat controversÃ© du prÃ©sident Pierre Nkuruniza. Lâ€™ONU a enregistrÃ© plus de 500 morts et plus de 270.000 Burundais qui ont fui leur pays. Plusieurs organisations internationales et gouvernements occidentaux ont prÃ©venu un gÃ©nocide contre les tutsi et les hutu de lâ€™opposition, ce que dÃ©ment catÃ©goriquement lâ€™autoritÃ© de Bujumbura.